

CONSEIL D'ADMINISTRATION & ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

AGAM – 16 décembre 2025

Reportés au 08 janvier 2026

ORDRE DU JOUR

- ▶ Approbation du compte-rendu du Conseil d'administration du 26 juin 2025
- ▶ Approbation du compte-rendu de l'Assemblée générale ordinaire du 26 juin 2025
- ▶ Approbation du compte-rendu de l'Assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2025
- ▶ Fonctionnement de l'agence
 - Présentation de l'engagement du programme partenarial 2025 et du programme de travail partenarial prévisionnel 2026
 - Présentation du Budget 2026 prévisionnel
 - Délégations de pouvoir et délégations de signatures
- ▶ Vie associative
 - Sortie partenariat CCIMP
 - Demande d'adhésion de Provence Métropole Logement
 - Demande d'adhésion de EPAGE HUCA
 - Demande d'adhésion d'AMU
 - Adhésion de l'AGAM au GE Groupe AMP
- ▶ Réseau des agences d'urbanisme régional : logo, charte et conventions Urbasud
- ▶ Questions diverses

APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 26 JUIN 2025 (délibération)

Cf. compte rendu en pièce jointe

Projet de délibération 2025-21 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider le compte rendu du Conseil d'administration du 26 juin 2025

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 26 JUIN 2025 (délibération)

Cf. compte rendu en pièce jointe

Projet de délibération AG 2025-13 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée générale présents :

- De bien vouloir valider le compte rendu de l'Assemblée générale du 26 juin 2025

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 26 JUIN 2025 (délibération)

Cf. compte rendu en pièce jointe

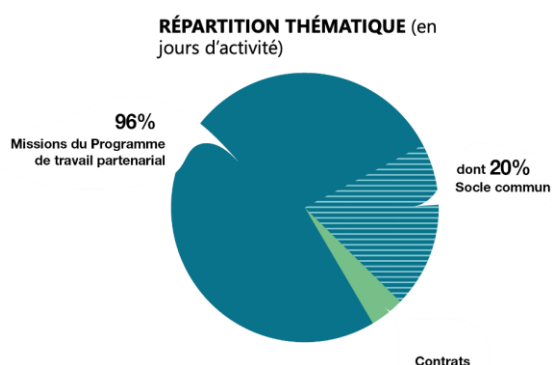
Projet de délibération AGE 2025-02 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée générale présents :

- De bien vouloir valider le compte rendu de l'Assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2025

FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE (délibérations)

Présentation de l'engagement du programme de travail partenarial 2025 (information)

Le programme de travail partenarial approuvé en Assemblée générale le 26 juin 2025 a été arrêté à 7 300 DS d'activité.



Nous avons diffusé semestriellement le tableau d'engagement du programme partenarial aux partenaires et tenu trois comités techniques des partenaires afin de présenter et rendre compte de l'activité de l'AGAM. Nous sommes en train de clôturer le programme. Nous pouvons déjà dresser un pré-bilan de l'activité 2025 :

- Un taux d'engagement très satisfaisant à plus de 95%, avec évidemment des variations entre budgets-temps prévisionnels et réalisés en raison de la spécificité des agences en écoute et en coproduction avec les membres (très forte différence avec les bureaux d'études) et confirmant ainsi les capacités d'adaptation de l'Agence
- Un nombre croissant de travaux en lien direct avec les communes, renforçant le caractère partenarial de l'Agence : La Ciotat, Marignane, Manosque, Miramas
- Au-delà des besoins traditionnels « cœur de métier » autour de l'urbanisme, des thématiques de plus en plus sollicitées autour d'enjeux forts : transition écologique, équipements, espaces publics
- Quelques missions qui feront l'objet de finalisation au 1er trimestre 2026 selon le principe des Engagements Restant à Réaliser (fonds dédiés/PCA)

Présentation du programme de travail partenarial 2026 (délibération)

La préparation du programme de travail partenarial a été engagée à l'automne dans un contexte d'incertitudes budgétaire et politique, en raison des prochaines élections municipales.

Cependant, le travail fait en interne et avec les partenaires techniques permet d'avoir un premier aperçu de l'activité 2026 et des besoins, même si des incertitudes demeurent et un certain nombre d'interventions restent à préciser. A ce titre, un travail collectif est à prévoir pendant le 1er trimestre pour affiner ces éléments et rechercher des mutualisations possibles afin d'encourager les effets de levier autour des missions.

Malgré un budget prévisionnel 2026 très incertain à ce stade et très vraisemblablement à la baisse, le choix est proposé aux instances de l'AGAM de conserver les capacités de production 2026 à 7 100 jours d'activité, en léger repli, par rapport à 2025 (pm 7 300 jours d'activité).

A date, plus de 6 300 jours d'activité sur les 7 100 jours sont déjà fléchés, auxquels il convient d'ajouter 171 jours au titre de la partie sectorisée (les contrats) de l'activité.

On peut noter :

- Un nombre croissant de besoins conjoints de réflexions et d'accompagnements à inscrire dans le programme de travail partenarial, confirmant le rôle de l'AGAM comme outil de dialogue et de partage entre ses membres et partenaires
- Des sollicitations fortes sur la planification et le projet urbain, en lien avec les travaux PLUi mais aussi pour des travaux pré-opérationnels
- Une mobilisation particulièrement forte attendue sur les compétences :
 - o Environnement en lien avec le PCAEM qui s'ajoute aux travaux habituels

- Habitat et équipements avec notamment la réalisation d'un schéma directeur des équipements de Marseille, articulé à une hausse tendancielle des sollicitations sur le sujet
- Le besoin exprimé par certains membres de diminuer le volume du socle commun dans le programme (pm 20%) au regard des contraintes financières qui pèsent sur les collectivités. Ce travail va se réaliser en 2026, en partenariat avec l'ensemble des membres afin de trouver le meilleur équilibre possible entre besoin de temps pour les membres et contraintes d'affectation des missions permanentes de l'Agence (administration des données, temps de préparation du programme et des instances, documentation, publications, site internet...)

Projet de délibération 2025-22 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir acter l'avancée de l'élaboration du programme de travail partenarial 2026
- De valider les capacités de production 2026 à 7 100 jours d'activité
- De bien vouloir valider le programme de travail partenarial pour le présenter à l'Assemblée générale

Projet de délibération AG 2025-14 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée générale présents :

- De bien vouloir acter l'avancée de l'élaboration du programme de travail partenarial 2026
- De valider les capacités de production 2026 à 7 100 jours d'activité
- De bien vouloir approuver le programme de travail partenarial dans cette version intermédiaire, avant approbation en Assemblée générale en mars 2026

Présentation du Budget 2026 prévisionnel (délibération)

Le budget 2026 présenté est en diminution sensible par rapport aux exercices précédents (-7,8% par rapport à 2025 ; -15,1% par rapport à 2024). Ce budget prévisionnel inclut quelques particularités :

- C'est le premier budget qui tient compte des charges de structure liées aux nouveaux locaux
- Il comporte, à ce stade, des hypothèses de subventions qui doivent encore être validées par les membres concernés en fonction de leur propre processus de construction budgétaire (impacté par les élections municipales de mars 2026)
- Certains éléments liés à la clôture de l'exercice 2025 (provisions IDR, reprise de provision liée au déménagement, produits constatés d'avance et fonds dédiés notamment) n'ont pu à ce stade, être stabilisés et intégrés à ce prévisionnel. Ils le seront dès que ces éléments seront disponibles

Budget 2026 (en €)	2023	2024	2025	2026	
	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Voté AG 26/06/2025	BUDGET	
AMP METROPOLE	3 297 200	3 474 700	3 522 200	3 169 980	ok
VILLE DE MARSEILLE	650 000	750 000	700 000	700 000	à valider
GPMM	70 360	70 000	70 000	70 000	ok
EPAEM	52 000	60 000	60 000	60 000	ok
Etat dotation DGALN	137 647	138 246	138 246	132 504	à valider
Autres subventions Etat	4 000	89 750	10 000	20 000	à valider
Subventions membres de droit	4 211 207	4 582 696	4 500 446	4 152 484	
DEPARTEMENT 13	120 000	136 000	125 000	136 000	à valider
CROUS	5 000	5 000	5 000	5 000	ok
MANOSQUE	17 500	34 200	20 250	0	voir après élection
LA CIOTAT	-	-	15 000	0	voir après élection
SNCF immo	64 800	70 000	-	-	
MIRAMAS	-	49 400	40 000	49 000	ok
MARIGNANE	-	19 000	12 000	57 000	à valider
CCIMP	6 000	-	6 000	-	
ARS	-	16 000	0	13 125	ok
EPF PACA	-	-	14 000	15 200	ok
ACTION LOGEMENT	-	40 000	-	30 000	ok
CITE RESSOURCES	-	30 000	-	-	
Autres missions du PTP	-	-	-	-	
Subventions membres adhérents et partenaires	213 300	399 600	237 250	305 325	
TOTAL COTISATIONS ET SUBVENTIONS	4 424 507	4 982 296	4 737 696	4 457 809	
Engagements restant à réaliser (ERR) année N-1	350 200	181 640	190 000	180 000	à finaliser
Engagements restant à réaliser (ERR) année N	-181 640	-190 000	-180 000	-190 000	
FINANCEMENT PROGRAMME PARTENARIAL	4 593 067	4 973 936	4 747 696	4 447 809	
REGION	123 750	123 750	156 815	133 380	ok
MAISON DE L'EMPLOI	-	-	-	-	
URFE	2 250	1 500	-	-	
SOLEAM	8 800	-	-	-	
GEMAPI	24 000	24 000	-	-	
Autres contrats (FNAU ...)	-	-	-	-	
Programme sectorisé	158 800	149 250	156 815	133 380	
Produits constatés d'avance (PCA) année N-1	9 920	22 040	16 720	0	
Produits constatés d'avance (PCA) année N	-22 040	-16 720	-10 000	-	
TOTAL PROGRAMME D'ACTIVITES	4 739 747	5 128 506	4 911 231	4 581 189	
AUTRES PRODUITS	56 331	335 001	30 000	42 786	
TOTAL RECETTES	4 796 078	5 463 507	4 941 231	4 623 975	
CHARGES DE PERSONNEL	3 216 680	3 677 838	3 786 722	3 698 930	ok
Equivalent temps plein (ETP)	En moyenne 2023 53 p soit 50,5 ETP dont 3 ETP en cdd et 41,9 ETP sur études	Prévisionnel 2024 63 p soit 59 ETP dont 4 ETP en cdd et 49,2 ETP sur études	Prévisionnel 2025 60 personnes 58,2 ETP dont 43,3 ETP sur études	Prévisionnel 2026 59 personnes 55,9 ETP dont 47,6 ETP sur études	
AUTRES CHARGES/PROVISIONS LIEES AU PERSONNEL	278 726	297 683	329 280	295 310	
CHARGES DE STRUCTURE	941 229	1 101 441	900 327	714 851	
CHARGES LIEES AUX ETUDES	-	-	-	-	
AMORTISSEMENTS	52 424	99 032	60 000	267 681	
PROVISIONS	213 126	37 377	30 000	31 238	
AUTRES CHARGES	62 549	20 820	15 000	312	
TOTAL DEPENSES	4 764 734	5 234 191	5 121 329	5 008 321	
RESULTAT D'EXPLOITATION	31 344	229 316	-180 098	-384 346	
PRODUITS FINANCIERS	15	20 720	15	6 000	
CHARGES FINANCIERES	237	3 109	10 592	9 120	
RESULTAT FINANCIER	-222	17 611	-10 577	-3 120	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0	75 000	0	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0	0	0	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0	75 000	0	
IMPOT SUR LES BENEFICES	770	959	770	1 000	
RESULTAT	30 352	245 968	-116 445	-388 466	

A date et dans ces conditions, le budget prévisionnel 2026 s'élève à 4 623 975€ en recettes et 5 008 321€ en dépenses. Le résultat prévisionnel s'élève à -388 466€.

Les produits

Les recettes sont majoritairement constituées des cotisations et subventions des membres de l'Agence. Elles représentent 4 457 809€, soit 96,4% des produits, contre 4 737 696€ en 2025 (-6%). Ces subventions sont principalement constituées par un financement de la Métropole AMP, pour un montant de 3 169 980€ (71,1% des subventions), de la Ville de Marseille, pour un montant de 700 000€ (15,7% des subventions, à confirmer) et de l'Etat, pour un montant de 132 504€ (2,9%, à confirmer).

Les subventions sont complétées par des contrats pour un montant total de 133 380€, en baisse par rapport à 2025 (156 815€). Il s'agit du marché conclu avec la Région dans le cadre de la coopération avec les cinq agences régionales. Contrairement aux années antérieures, aucun autre contrat n'est envisagé à ce stade.

Ces recettes ne tiennent pas encore compte des engagements restants à réaliser (ERR) des subventions et des produits constatés d'avance (PCA) pour les contrats car la clôture des comptes n'a pas encore été faite. Il s'agit pour rappel de reports de financements ou de contrats dont l'avancement est insuffisant à la date de clôture de l'exercice N et dont l'exécution se fera en début d'année N+1. Les ERR devraient être peu importants en 2026 (en recette) et en projection, d'environ 40 k€ pour les PCA.

A noter que les recettes liées aux contrats, dites « sectorisées », viennent compléter l'activité de l'Agence mais sont hors programme de travail partenarial. Les résultats restent propriété du commanditaire.

Les autres recettes du budget sont composées soit de produits divers (remboursements, produits de gestions...), soit de reprise de provisions, notamment liées au changement de locaux. A ce stade, nous ne possédons pas d'information nous permettant d'en reprendre de façon certaine car elles dépendront de la SOLEAM, notre ancien bailleur dont l'Agence était sous-locataire et du règlement définitif de la sortie des locaux de la Canebière. Ces autres recettes représentent à date un montant de 42 786€.

Les charges

Les charges de l'Agence sont majoritairement constituées des frais de personnel, à hauteur de 3 698 930€, représentant 73,8% du total des charges. Le choix est clairement fait en 2026 de maintenir la force de travail de l'AGAM malgré les deux départs de CDI afin de répondre aux forts besoins de travaux du programme partenarial (55,9 ETP dont 47,6 ETP sur études) ; via notamment le maintien des 2 CDD actuellement en poste.

La maîtrise des charges de fonctionnement est une préoccupation constante. A ce titre, elles continuent à décroître de -20,7% par rapport à 2025, exercice qui était déjà en baisse de -18,2% par rapport à 2024). Elles représentent en 2026 un montant de 714 851€. Il est à noter qu'il s'agit du montant le plus bas depuis au moins 2022. Les effets liés au déménagement sont déjà visibles avec, à titre d'exemple :

- Une baisse de -55% sur l'électricité (20,5k€ en 2023, 9k€ prévus en 2026)
- Une baisse de -18,5% sur le loyer et charges par rapport à la Canebière

Les charges de fonctionnement restent particulièrement sous vigilance, et feront l'objet d'un suivi renforcé au regard du budget prévisionnel. Au sein de ses dernières, les charges liées au bâtiment seront particulièrement observées car elles intègrent les frais de chauffage/climatisation ainsi que les frais liés au renforcement de la sécurité du bâtiment (renfort de vigiles à l'entrée).

La dotation aux amortissements sont estimés à 267 681€, en lien avec le déménagement et notamment le financement des aménagements intérieurs qui étaient à la charge de l'Agence.
Les autres charges sont négligeables à ce stade (300€).

Conclusion

Le budget 2026 démontre une contraction sensible de l'activité de l'Agence d'urbanisme pour la deuxième année consécutive, avec des recettes inférieures à celles budgétées en 2024. Cette baisse est en écho aux tensions budgétaires que les membres de l'AGAM connaissent dans leur propre entité et laisse apparaître un déséquilibre entre les besoins et les possibilités de financement.

Dans ce contexte, l'AGAM doit d'une part, attendre les confirmations par les membres des subventions encore en attente, en fonction de leurs contraintes propres et de leur intérêt porté au programme de travail partenarial. D'autre part, l'Agence sera dans un impératif d'élargissement de ses possibilités d'interventions (recours à des contrats de prestation in house ou réponse à des appels d'offre par exemple) si elle veut équilibrer ces recettes et ses dépenses ; élargissement qu'elle n'a jamais réellement fait jusqu'alors, et ne pas dégrader ses fonds propres qui se reconstituent progressivement depuis quatre ans.

Projet de délibération 2025-23 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider le budget prévisionnel avant approbation en Assemblée générale

Projet de délibération AG 2025-15 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée générale présents :

- De bien vouloir approuver le budget prévisionnel 2026

Délégations de pouvoir et délégations de signatures (délibération)

Afin de faciliter la gestion quotidienne de l'activité de l'AGAM et conformément à l'article 11 des statuts, une délégation de pouvoir et de signature a été donnée au directeur par la Présidente. En revanche, il n'existe pas de délégation au trésorier ni de subdélégation à la directrice RH.

Il est ainsi proposé que la Présidente
donne délégation de pouvoir au Trésorier

- Pour réaliser toutes les opérations bancaires et ouvertures de comptes nécessaires au fonctionnement de l'AGAM, à l'engagement des recettes et des dépenses prévues par le budget prévisionnel voté par l'Assemblée générale qui représente la référence d'ordonnancement, ainsi qu'au placement de la trésorerie,

Il est ainsi proposé que le Directeur général
donne subdélégation de signature à la Directrice RH

- Pour réaliser, après validation de la Présidente, du Trésorier ou du Directeur général, les opérations bancaires (virement, chèques bancaires, CB, autorisation de prélèvement, placements...) nécessaires à l'engagement des recettes et des dépenses de l'association.

donne subdélégation de signature à la Directrice RH

- Pour réaliser des dépenses dont l'objet et le montant ont été préalablement validés par le Directeur général, et inférieures à 3 000€, soit par chèque, soit via une carte bancaire établie à son nom, dans l'objectif de payer les achats courants et notamment des achats sur internet (nuits d'hôtel, billet de train, inscription formation ou séminaire, achats de produits d'entretien...)

Projet de délibération 2025-24 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider les délégations mentionnées, dans le cadre défini et exposé
 - o délégation de pouvoir au Trésorier
 - o subdélégation de signature à la Directrice RH
 - o subdélégation de signature à la Directrice RH

VIE ASSOCIATIVE (délibérations)

Sortie du partenariat de la CCIMP (délibération)

Par courrier du 27/02/2024, la CCIMP annonçait son souhait de se retirer du partenariat de l'AGAM. Une rencontre entre les présidents a eu lieu le 07/05/2024 ; réunion dont il était ressorti une volonté partagée de retravailler ensemble et traiter conjointement différents sujets.

Malgré différentes propositions de l'AGAM et association à des démarches (déplacement de la Cité judiciaire), la CCIMP n'a donné aucun signe positif et ne s'est plus acquittée de sa cotisation statutaire.

Face à ce constat, il est proposé au Conseil d'administration de proposer puis à l'Assemblée générale d'exclure la CCIMP du partenariat de l'Agence d'urbanisme.

ARTICLE 6 (des statuts)

(...)

La qualité de membre adhérent ou de partenaire associé de l'Association se perd :

- *par la démission notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis de six mois. La démission prend effet au 1er janvier suivant sa notification sous réserve du respect préavis de six mois,*
- *par l'exclusion prononcée par l'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, à la majorité des deux-tiers des membres présents ou représentés. Le membre adhérent ou le partenaire associé est préalablement invité à se présenter devant le Conseil d'administration pour fournir ses explications sur les faits qui motivent son éventuelle exclusion,*

Projet de délibération 2025-25 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De prendre acte du souhait de la CCIMP et de proposer à l'Assemblée générale de prononcer l'exclusion de la CCIMP de l'AGAM

Projet de délibération AG 2025-16 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée générale présents :

- De prononcer l'exclusion de la CCIMP de l'AGAM
- De l'autoriser à envoyer tout courrier et faire toute action en lien avec cette exclusion

Demande d'adhésion de Provence Métropole Logement (délibération)

Provence Métropole Logement (PML) est un des principaux et des plus anciens organismes de logement social liés à une collectivité locale dans les Bouches-du-Rhône. Son parc est constitué de plus de 14 000 logements.

Pour l'appuyer dans la mise en œuvre de sa nouvelle feuille de route, PML souhaite rejoindre le partenariat de l'AGAM.

Projet de délibération 2025-26 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider l'adhésion de PML à l'AGAM
- De l'autoriser à engager toute démarche en lien avec cette adhésion

Demande d'adhésion d'EPAGE HUCA

Avec l'entrée en vigueur de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), le Syndicat de l'Huveaune est devenu Syndicat Mixte au 1er janvier 2018. Ses missions rassemblent la gestion des inondations selon un objectif de restauration écologique et morphologique des cours d'eau dans un esprit de revalorisation du cadre de vie.

La demande d'adhésion de l'EPAGE HUCA représente une réelle opportunité pour engager des coopérations plus étroites entre l'établissement public, au bénéfice de la Métropole et des membres de l'AGAM. Les sujets sont nombreux que ce soit sur la planification, l'aménagement ou encore les politiques environnementales qu'accompagne l'AGAM.

Projet de délibération 2025-27 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider l'adhésion de l'EPAGE HUCA à l'AGAM
- De l'autoriser à engager toute démarche en lien avec cette adhésion

Demande d'adhésion d'Université Aix Marseille (AMU)

AMU est déjà partenaire associé de l'AGAM avec des échanges réguliers sur nombre de problématiques croisant vie étudiante et espaces universitaires ou urbains.

Aujourd'hui, AMU souhaite plus s'impliquer dans les études de l'Agence d'urbanisme et pouvoir bénéficier directement des possibilités offertes par le programme de travail partenarial et les tours de table techniques qu'il permet. C'est pourquoi AMU souhaite devenir membre de l'AGAM.

Projet de délibération 2025-28 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider l'adhésion d'AMU à l'AGAM
- De l'autoriser à engager toute démarche en lien avec cette adhésion

Adhésion de l'AGAM au Groupement employeurs Groupe ID AMP

Groupement employeurs Métropole est une association soutenue par la Métropole AMP, dont l'objet est de « permettre de consolider le collectif de travail issu de la synergie entre différentes entités autonomes qui ont des activités similaires et complémentaires. Il s'agira particulièrement de structurer de manière transparente et fluide une mutualisation de personnel qu'il s'agisse de services supports ou de services métiers ayant vocation à intervenir dans les mêmes domaines d'activités d'études, d'ingénierie, de conduite d'opération, de mobilité, d'énergie, d'aménagement, de construction de renouvellement urbain ou d'infrastructure ou connexe à toutes ses activités de développement des territoires.

Ainsi, l'association aura pour objet de recruter et de mettre à la disposition de ses membres plusieurs salariés et de réaliser des prestations répondant à leurs besoins communs tels que notamment secrétariat, finances, direction, ressources humaines, marchés, affaires juridiques, conduite d'opération, études et ingénierie. Elle permettra en outre d'apporter une aide et du conseil auprès de ses membres dans les domaines sus évoqués. A cette fin, l'association représente et engage ses adhérents dans l'action du développement de l'emploi tel que le prévoit la législation des groupements d'employeurs. L'association intervient dans un but non lucratif pour le compte exclusif de ses membres. »

Actuellement, GE AMP regroupe uniquement des EPL (de la Métropole).

L'AGAM occupe une place un peu particulière dans ce paysage professionnel car située plus à l'amont, dans l'observation et les études. Pour autant, l'Agence d'urbanisme peut avoir un intérêt dans ce groupement d'employeurs, notamment en termes de fonctions supports (RH, finance, comptabilité, ...). C'est d'ailleurs sur la thématique de la gestion financière de l'Agence que les besoins actuels portent.

Le montant de l'adhésion annuel est de 150€, chaque structure finançant sa quote-part des moyens mutualisés sollicités. Si, comme pour chaque association loi 1901, chaque membre est potentiellement solidaire des pertes de l'association, le fonctionnement de GE AMP, son objet et son partenariat en font une structure dont l'intérêt reste largement supérieur au risque.

Il est proposé au Conseil d'administration puis à l'Assemblée générale d'adhérer au Groupement d'employeurs.

Projet de délibération 2025-29 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider le principe d'adhésion de l'AGAM au GE AMP et de présenter cette proposition à l'Assemblée générale pour approbation
- De l'autoriser à signer et engager tout courrier et convention en lien avec cette adhésion

Projet de délibération AG2025-17 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée générale présents :

- De bien vouloir approuver l'adhésion de l'AGAM au GE AMP

RESEAU DES AGENCES D'URBANISME REGIONAL : LOGO, CHARTE ET CONVENTIONS URBASUD (information)

UrbaSud : un logo et un nom pour le réseau des agences d'urbanisme du Sud.

Le réseau des cinq agences d'urbanisme du Sud (AGAM, AUPA, AURAV, AUA, AUDAT.Var) se consolide avec un positionnement renforcé au fil des années sur des missions et des partenariats de niveau régional (Préfecture de Région, DREAL PACA, Conseil Régional, ARS...). En 2025, elles ont co-signé une convention afin de mieux travailler ensemble et ont défini la charte graphique et le nom du réseau. En voici le logo



QUESTIONS DIVERSES